

Puissance et interdépendance : le nouveau rôle mondial du Japon

par Michèle SCHMIEGELOW,

Maître de Conférence
au Département d'Affaires Publiques et Internationales
de l'Université Catholique de Louvain.

★

Au milieu des années 1970, le Japon passait pour un « géant économique » et un « nain politique ». Le paradoxe était commode. Il s'appliquait également à l'Allemagne Fédérale, l'autre vaincu de la seconde guerre mondiale. L'inverse était vrai pour la France qui, depuis le Général De Gaulle, accusait un profil politique excédant de loin les limites de son poids économique.

Aujourd'hui le Japon commence à résoudre son paradoxe, même si le concept de « *Pax Nipponica* » (1) dont on parle déjà peut sembler prématuré. Le rôle du Japon dans l'économie internationale et son essor technologique ont fini par prendre des dimensions politiques qui donnent à ce pays le statut difficilement contestable de puissance mondiale. Il y a dix ans son produit national brut (PNB) était encore comparable à celui de l'Allemagne Fédérale. Aujourd'hui, il en est le double et se rapproche du PNB de l'Union Soviétique. Les Etats-Unis ont cédé au Japon la place de premier créancier du monde pour devenir le plus grand débiteur. Parmi les monnaies alternatives au dollar, le yen remplace de plus en plus souvent le deutsche mark comme « market leader » sur les marchés des devises.

La diplomatie japonaise, il est vrai, reste discrète, et son rôle militaire, pris au sens strict du terme, limité. L'interdiction constitutionnelle de toute arme nucléaire sur son territoire et le principe d'autodéfense régissant sa politique militaire, lui dénie de participer directement au jeu stratégique global. Mais il y participe indirectement et efficacement. Par ses exportations massives de capitaux, il finance un tiers environ du déficit budgétaire des Etats-Unis, contribuant ainsi par ricochet et de façon

(1) Ez. VOGEL, *Pax Nipponica ?* in : *Foreign Affairs*, 1985 (LXIV), n° 4, pp. 763-757.

importante au budget de la Défense de l'Administration Reagan. Plus « visible », une dépendance grandissante de l'industrie militaire américaine vis-à-vis des fournitures japonaises dans les secteurs technologiques les plus sensibles a commencé à se profiler. L'intérêt que l'administration américaine porte à la participation japonaise dans l'Initiative de Défense Stratégique (SDI) a de ce fait une autre teneur que celui qu'elle a exprimé, surtout pour des raisons d'ordre politique, à la participation européenne. Dans le Tiers Monde aussi, le Japon prend part au jeu stratégique global en concertant avec les Etats Unis, discrètement mais étroitement, son transfert de ressources vers les pays en voie de développement. Cette concertation suit les critères d'une politique de sécurité « occidentale » au sens large.

L'intérêt soudain que manifeste l'URSS de Gorbachev pour le Japon ne surprend donc pas, même si l'on ne sait pas encore s'il est inspiré par un respect pour la technique japonaise ou par la reconnaissance des dimensions globales de la relation US-Japon (2). Celle-ci a été qualifiée par le Président Reagan comme la plus importante relation bilatérale du monde. Et c'est sans doute de celle-ci que la nouvelle puissance mondiale japonaise tire l'essentiel de sa substance (3). En effet, l'ancienne dépendance du Japon vis-à-vis des Etats-Unis a fait place à une authentique interdépendance des deux pays. La dépendance commerciale du Japon vis-à-vis des Etats-Unis est largement compensée par ce qu'on pourrait appeler la dépendance macro-économique des Etats-Unis vis-à-vis du Japon. L'intégration structurelle des deux économies est un phénomène sans précédent dans le monde industrialisé. Le « facteur japonais » dans la politique américaine est visible dans des domaines aussi divers que la politique industrielle, monétaire, fiscale, étrangère et de défense. Le fait que le Japon ait pu faire valoir avec un succès considérable son opposition au principe de réduction des forces nucléaires de moyenne portée (SS20 contre Pershing) en Europe s'il n'y avait pas de réductions simultanées et « proportionnelles » en Asie, est un exemple des plus frappants du nouveau levier politique japonais.

Jusqu'ici, le Japon n'a guère figuré dans le paradigme traditionnel, ou « réaliste », de la théorie des relations internationales (4). Il s'agissait

(2) Une intéressante (et prophétique) interprétation du comportement soviétique tant du point de vue japonais que trilatéral, est donné par H. KIMURA, *Probleme und Perspektiven sowjetischer Aussenpolitik unter Gorbatschow - Ein Beitrag aus japanischer Sicht*, in : *Europa Archiv*, 1986 (XIII), pp. 393-402.

(3) Pour une analyse similaire, voir H. SCHMIEGELOW, *Global Dimensions in US-Japan Relations*, in : *Aussenpolitik*, 1986, n° 3, pp. 222-238.

(4) R. ARON, *Paix et guerre entre les nations*. Paris, 1962, pp. 17-20 ; S. HOFFMAN, *Contemporary Theories in International Relations*. Englewood Cliffs N.J., 1960.

essentiellement d'un paradigme de diplomatie et de stratégie laissant, dans une sorte de division du travail entre disciplines, les variables économiques aux économistes (5). Le cas japonais illustre pourtant combien ces variables économiques peuvent changer la structure du système international en affectant les leviers du pouvoir entre les nations. Il fait ressortir les multiples façons dont certains facteurs économiques finissent par apparaître sur les « échiquiers » diplomatique et stratégique et il convient donc de réfléchir à nouveau aux composants de la « matière première » de l'école réaliste : la puissance.

Il serait trop facile et, pour les autres « joueurs » du système international, ce serait certainement une source d'erreurs potentiellement graves, de considérer le cas japonais comme une exception confirmant la règle et de se retrancher sur l'argument familier que de toute façon, la société et les structures économiques et politiques du Japon sont trop particulières pour qu'on puisse en tirer des leçons. Ce serait confondre facteurs internes et facteurs globaux, et, pour utiliser le concept, aujourd'hui classique, du théoricien américain David Singer, se tromper de « niveau d'analyse » (6). Quels que soient les facteurs internes, qui font du Japon ce qu'il est, ils sont aujourd'hui « externalisés » à travers des variables économiques et technologiques fort bien mesurables pour déterminer une bonne partie de la « réalité » du système international. De « sous-systémiques », pour reprendre Singer, ils sont devenus « systémiques », et il faut faire face.

I. Les leviers économiques.

Le rôle économique du Japon a une incidence directe sur la structure de l'économie mondiale par l'importance de son PNB, par la taille, la composition et la distribution de son commerce international, par la magnitude et la direction de ses mouvements de capitaux et par l'impact de sa politique industrielle sur la division internationale du travail. L'influence acquise par le Japon est comparable, sinon supérieure, à celle exercée par les Etats-Unis, l'Union Soviétique ou la CEE. Vis-à-vis de la CEE, elle

(5) Pour un schéma complet de la place du cas japonais dans les théories économiques, politiques et sociologiques, voir M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines: Positive Adjustment in Japan*, in : *International Organization*, 1985 (XXXIX), n° 2, pp. 280-294.

(6) D. SINGER, *The Level-of-Analysis Problem in International Relations*, in : J. ROSENAU, *International Politics and Foreign Policy*. New York, 1969, pp. 20-29. Singer fait la distinction entre les niveaux d'analyses « systémiques » et « subsystémiques ». Les premiers concernent le niveau global - ou « mondial » des relations internationales, politiques ou économiques. Les seconds couvrent les facteurs « internes » aux acteurs (nations), que ce soit les structures ou les politiques propres aux différents systèmes sociétaux.

a l'avantage, précieux du point de vue réaliste, de ne pas être exercée par douze gouvernements aux politiques économiques et étrangères souvent divergentes, mais par une seule entité nationale qui passe pour un modèle d'intégration tant au niveau économique que politique.

A. PNB et commerce international.

La PNB japonais se situait aux environs de 400 milliards de dollars au débuts des années 1970, chiffre quasi similaire à celui du PNB de la République Fédérale. Dix ans plus tard, il avait triplé et atteint aujourd'hui les 1.200 milliards de dollars, plus du double de celui de l'Allemagne (600 milliards de dollars). Le Japon talonne l'Union Soviétique (1.600 milliards de dollars) et son PNB combiné à celui des Etats-Unis constitue quelques 35 % du PNB mondial ou, si l'on ne considère que les économies de marché, 50 %. La croissance de la part du Japon dans le PNB mondial est d'autant plus significative qu'elle coïncide avec une dépendance grandissante des USA de cette même économie mondiale. En effet, le rapport du commerce extérieur au PNB américain a doublé ces dix dernières années pour atteindre quelque 20 % (7). En même temps, la politique conjoncturelle du Japon durant la dernière décade a fait preuve d'un degré d'indépendance tout-à-fait remarquable aux termes de l'école réaliste en adoptant un « policy-mix » de politique monétaire et fiscale parfaitement opposé à celui des USA (8). De plus, la banque centrale et le gouvernement japonais ont résisté avec plus de détermination, encore qu'avec plus de diplomatie sans doute que leurs équivalents allemands, aux pressions américaines visant à corriger le mésalignement des monnaies et par là, le déficit commercial américain (9).

Quant au commerce international, la part du Japon est passée en dix ans de 10 à 16 %, tandis que celles des Etats-Unis et de l'Allemagne ont diminué parallèlement de 18 à 16 %. Si, depuis 1984, la part des trois grands dans le commerce international est donc fort similaire, la répartition géographique et la dynamique de croissance sont nettement différentes dans les trois cas. Une caractéristique des pays de la Communauté Européenne, et l'Allemagne n'y fait pas exception, est qu'ils commercent entre eux dans ce que la théorie économique appelle des « marchés captifs » où la proximité géographique et les frontières tarifaires communes jouent un rôle primordial. En effet, 60 à 70 % du commerce extérieur des pays européens a lieu « intra muros ». Les Etats-Unis suivent la

(7) H. PATRICK, *The Burgeoning American Economic Stake in the Pacific Basin*, in : J.W. MORLEY (éd.), *The Pacific Basin - New Challenges For the United States*. New York, 1986, p. 59.

(8) M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrine*, p. 263.

(9) C.F. BERGSTEN, *The US-Japan Economic Problem*. Washington, 1985.

même voie, vu que la plus grosse part de leur commerce extérieur se fait d'abord avec le Canada et le reste de l'hémisphère occidental. Le Japon, lui non plus, ne renonce pas à ces avantages, puisqu'un tiers de son commerce extérieur se pratique avec les pays voisins du Bassin Pacifique. Mais la dynamique particulière du commerce japonais se révèle par le fait qu'un autre tiers va aux USA et près de 20 % aux pays de la CEE, où le Japon ne jouit pas des facilités de proximité géographique de ses concurrents.

En plus de sa pénétration des marchés des trois régions économiques les plus importantes du monde, le Japon a remplacé l'Allemagne comme second partenaire commercial de la plupart des pays du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique Latine, après les Etats-Unis ou les anciennes puissances coloniales (10). Les leviers politiques ainsi acquis ne sont pas souvent visibles mais sont d'autant plus faciles à utiliser que le Japon comme avant lui la République Fédérale, ne souffre pas du stigmate de la super-puissance (11).

Un autre aspect important du succès du Japon est le fait que ses exportations sont concentrées dans les secteurs de croissance, tels l'optique de précision, l'électro-optique, l'électronique, la biotechnologie et les nouveaux matériaux. Ses investissements importants dans les secteurs jadis considérés comme la chasse gardée de l'Allemagne ou des Etats-Unis, e.a. la chimie et les machines-outils, ont également porté leurs fruits. Même l'aviation, pilier de l'industrie américaine, est menacée comme le montre le récent accord de coopération entre Boeing et trois entreprises japonaises pour la construction d'un moyen courrier dans les années 1990. En d'autres termes, il n'y a pas un secteur en expansion qui n'ait fait l'objet de l'attention japonaise. Parallèlement, les secteurs en déclin, tels la pétro-chimie, et ceux où le Japon a perdu son avantage comparatif comme par exemple, le textile ou les chantiers navals, ont été soumis à une politique de restructuration systématique qui permet à long terme de libérer des ressources pour les nouvelles industries-clé (12).

(10) Voir par exemple : J. MOSS, J. RAVENHILL, *Emerging Japanese Economic Influence in Africa - Implications for the United States*. Berkeley, 1985, pp. 40-87 (Institute for International Studies - Policy Papers in International Affairs # 21).

(11) S. FUKAI, *Japan North-South Dialogue in the United Nations*, in : *World Politics*, 1982 (XXV), pp. 73-105.

(12) Voir à ce sujet : F.K. UPHAM, *Legal and Institutional Dynamics in Japan's Cartel Policy*, in : M. SCHMIEGELOW (éd.), *Japan's Response to Crisis and Change in the World Economy*. Armonk, New York, 1986, pp. 278-303 ; G. KENNEY, *Materials Dependence and Patterns of Interdependency*. Paper presented at the Second Symposium on US-Japan Science and Technology Exchange. Washington D.C., 17-18 novembre 1986.

B. *Mouvements de capitaux.*

Si ce dynamisme commercial pouvait être observé depuis les années soixante déjà, nul n'eut osé prédire l'essor récent de son marché des capitaux. Bien que le Japon ait attendu jusqu'en 1980 pour libéraliser formellement son régime des échanges extérieurs (13), il n'a fallu que cinq ans pour que les avoirs nets extérieurs atteignent près de 130 milliards de dollars (1985) (14) et fassent ainsi du Japon le premier pays créateur du monde, place occupée depuis le siècle dernier d'abord par l'Angleterre, ensuite par les Etats-Unis (15). En effet, alors qu'en 1982, les avoirs nets extérieurs des USA étaient encore de l'ordre de 150 milliards de dollars, la situation s'est complètement renversée, et le pays « leader » de l'ouest est devenu un net débiteur depuis 1985. La plus grande partie de ce changement fondamental de la structure du marché global des capitaux s'est faite de façon bilatérale entre le Japon et les Etats-Unis, sous forme de massifs investissements japonais de portefeuille couplés à un assèchement parallèle des exportations américaines de capitaux à long terme. Cet influx de capitaux est un des facteurs les plus significatifs de la nouvelle interdépendance USA-Japon par les conséquences qu'il a sur la politique monétaire, fiscale et de défense des Etats-Unis.

La meilleure illustration de cette interdépendance est la « Doctrine Feldstein », du nom de l'ancien président du « Council of Economic Advisors » (16). La doctrine accepte comme donné le déficit du budget américain tel qu'il résulte de la place prioritaire de la défense dans les choix budgétaires de l'Administration Reagan. Elle souligne que les influx de capitaux mitigent la pression à la hausse des taux d'intérêt produite par la coïncidence d'une politique budgétaire « super-Keynesienne » et d'une politique monétaire « monétariste », et préviennent ainsi le phénomène de concurrence d'absorption entre demande privée et publique de capital. La part des investissements étrangers dans le financement du déficit du budget américain est estimée à quelques 60 %, dont la moitié provient des seuls avoirs japonais. On parle donc d'une sorte d'équilibre macro-économique entre les deux pays, dans la mesure où quelques 35 à 40 % des exportations japonaises se font sur le marché américain et où ces

(13) M. SCHMIEGELOW, Libéralisation à double tranchant : changements récents du régime régissant les banques étrangères au Japon, in *Banque*, 1982, n° 417, pp. 562-567.

(14) *Nihon Keizai Shimbun*, mai 1986 ; R. WATABE, *Japanese Investors' Interest in Foreign Securities*. Nomura Institute, Washington, 1986.

(15) M. YOSHITOMI, Japan as a Capital Exporter : Implications for the United States and the World Economy. Présenté à la conférence : *Japan's Capital Outflows and the Global Economy*, New York, 22 novembre 1985, p. 6.

(16) J.A. FRANKEL, *The Yen / Dollar Agreement : Liberalizing Japanese Capital Markets*. Washington, 1984, p. 35.

gains en devises sont en quelque sorte « recyclés » dans le financement du déficit.

Feldstein acceptait la surévaluation du dollar comme une conséquence inévitable de cet influx. Selon lui, tout effort pour faire baisser le dollar, en intervenant soit sur le marché des changes soit sur celui des capitaux, ferait monter les taux d'intérêt américains et créerait ainsi une pression à la hausse sur le dollar (17). Le prix que les Etats-Unis paient pour cet équilibre se mesure au déclin du secteur manufacturier américain, facilitant à son tour la croissance de la part des produits japonais dans l'offre intérieure. La perte massive d'emplois dans ce secteur n'est masquée que par le développement rapide du secteur des services qui a permis à l'administration d'éduquer le public américain à une plus grande indulgence envers le déficit commercial américain vis-à-vis du Japon. Le levier japonais est donc bien installé au centre du processus politique.

Cependant, les frictions constantes entre le Japon et les Etats-Unis au sujet des pratiques de vente des produits japonais qualifiées de « dumping » témoignent néanmoins que tout ne se passe pas sans heurt. Le Congrès actuel à majorité démocrate est pressuré par les grands syndicats pour imposer des tarifs élevés sur les produits japonais. La décision récente du Président Reagan d'imposer 300 millions de dollars de sanctions sur les importations de puces électroniques est un exemple de cette irritation permanente des américains vis-à-vis du succès japonais. Mais le Secrétaire d'Etat au Commerce, Malcom Baldrige s'est empressé de calmer les esprits et de nier qu'il y ait une guerre commerciale, soulignant l'importance de l'interrelation économique entre les deux pays (18). Rarement les liens potentiels entre la théorie économique et le paradigme traditionnel des relations internationales ont-ils été plus apparents.

Un autre aspect évident du changement qui s'est opéré dans la structure des marchés financiers internationaux, comme un système de vases communicants entre le Japon et les Etats-Unis, est le retrait des banques américaines et leur substitution par des banques japonaises au premier rang des transactions entre institutions financières privées, attesté pour le troisième trimestre 1985 par la Banque des Règlements Internationaux (19). Ici aussi, les observateurs américains voient clairement se des-

(17) Council of Economic Advisors, *Economic Report to the President* (Washington, février 1983, chap. 3 et février 1984, chap. 2) ; M. FELDSTEIN, *The Dollar Exchange Rate*. Remarks before the World Affairs Council of Philadelphia (29 février 1984) ; C.F. BERGSTEN, *The United States-Japan Economic Problem: the G5 Plaza Agreement after Six Months*, New York, 12 mars 1986, pp 10-11.

(18) M. BALDRIDGE, There Won't Be a Trade War, in : *Washington Post*, 10 avril 1987.

(19) Banque des Règlements Internationaux, *International Banking and Financial Markets Development* (janvier 1986) ; voir aussi *American Banker* (30 juillet 1986) qui rapporte que les cinq plus grandes banques du monde sont respectivement Dai-ichi Kangyo, Citicorp (US), Fuji, Sumitomo et Mitsubishi.

siner la dimension bilatérale. Ensemble, les banques américaines et japonaises contrôlent 50 % du marché du crédit international. Grâce à cette puissance conjointe, c'est clairement le Japon qui détient la clé de la solution à la crise de la dette du Tiers Monde, telle qu'elle est envisagée, par exemple, dans le « Plan Baker ».

Un troisième indice de l'essor japonais dans ce domaine est le rôle croissant du yen comme monnaie de réserve internationale à côté du dollar et du mark, ainsi que le fait que Tokyo devient un centre financier de la taille de Londres et New York. Bien que le dollar reste la principale monnaie de réserve des banques centrales, sa part a diminué de 76,5 à 69,1 % entre 1976 et 1983. En même temps, la seconde monnaie de réserve, le mark, est passée de 9 à 15 % en 1980 pour redescendre ensuite à 12 %. Le yen, lui, a doublé, partant d'une base modeste il est vrai, de 2 à 4 %. Si la part du yen, en pourcentage absolu, n'est pas bien grande, ce qui compte, c'est la tendance et le fait que le glissement dans la composition des réserves de devises des banques centrales est endossée officiellement par les autorités américaines et japonaises (20), alors que, pour sa part, la Bundesbank reste sceptique sur le rôle de monnaie de réserve du mark, craignant de perdre le contrôle de la masse monétaire allemande.

Jusqu'au milieu des années 1970, les japonais considéraient le marché allemand des capitaux comme un modèle pour le leur, tant en volume qu'en structure légale. Depuis le début des années 1980, l'administration américaine, dans l'espoir (problématique) de combattre le déficit commercial par une internationalisation du yen tendant à son appréciation, a poussé le Japon à adopter les standards de New York et Londres (21). Aujourd'hui, la bourse de Tokyo, alimentée par la richesse en liquidité des entreprises japonaises et le taux élevé d'épargne du pays, a atteint un volume de 700 milliards de dollars et est devenue ainsi la seconde bourse du monde, après New York et avant Londres.

En libéralisant leurs marchés financiers, les autorités japonaises sont sans doute conscientes des bénéfices macro-économiques qu'il y a à disposer, dans leur propre pays, d'un des plus grands et plus efficaces marchés des capitaux du monde. L'exemple de la compétition entre pays occidentaux pour avoir leur part dans le recyclage des pétro-dollars après les deux crises du pétrole a souligné l'avantage « stratégique » d'avoir un

(20) Cité par FRANKEL, *The Yen / Dollar*, p. 34 ; H. SCHMIEGELOW, *Japans Aussenwirtschaftspolitik : merkantilistisch, liberal oder funktionell ?* Hambourg, 1981 ; A. ROWLEY, *The Reluctant Debutante*, in : *Far Eastern Economic Review*, 29 décembre 1983 ; Tokyo Fast Catching Up With London New York As An International Financial Center, in : *Japan Economic Journal*, 16 juillet 1985.

(21) FRANKEL, *The Yen / Dollar*, pp. 49-53.

marché domestique des capitaux efficace et libéral. De plus, la tendance à l'appréciation de la monnaie nationale qui découle de l'attrait d'un tel marché n'est pas toujours mal venue. Dans certaines situations elle peut être bénéfique, comme l'ont montré les expériences de l'Allemagne lors de la première crise du pétrole et des Etats-Unis lors de la seconde (22). Ainsi, pour combattre la concurrence japonaise sur les marchés des biens, l'Amérique finit-elle par créer un compétiteur potentiel sur les marchés des capitaux.

Les premiers signes, observables depuis l'accélération de la baisse du dollar en 1986, démontrent bien quel est l'enjeu : c'est que les capitaux japonais pourraient préférer rester au Japon plutôt que servir à l'achat des Bons du Trésor américain. Avant chaque émission de nouveaux bons à New York, l'angoissante question que l'on se pose est : « vont-ils venir ? » Si « ils » ne venaient pas, les taux d'intérêt monteraient automatiquement, avec les conséquences macro-économiques que l'on connaît.

C. Politique industrielle.

L'extraordinaire performance comparative du Japon dans l'économie mondiale et surtout sur le marché américain fut souvent évoquée en utilisant le slogan « Japan Inc. », c'est-à-dire comme étant le résultat d'une collusion entre le gouvernement et le secteur privé japonais. Mais ces assertions ont perdu beaucoup de leur poids, sauf dans les cercles tendant à combattre la concurrence japonaise par des mesures protectionnistes. La libéralisation du commerce extérieur et des mouvements de capitaux japonais est trop avancée aujourd'hui pour que l'on puisse encore parler d'une manipulation mercantiliste des échanges extérieurs du Japon (23). Le fait que l'OCDE n'a cessé depuis plusieurs années de louer le Japon pour son mélange pragmatique d'une politique Keynesienne du contrôle de la demande avec une politique industrielle renforçant l'offre à long terme n'est pas passé inaperçu (24).

D'autre part, nul autre que Milton Friedman lui-même a rendu hommage à la qualité « monétariste » de la politique monétaire japonaise. S'il est vrai que la rigueur doctrinale de la politique monétaire de la Réserve Fédérale lui a fait défaut, elle a mieux réussi, selon Friedman, à assurer la stabilité de la croissance de la masse monétaire année par année (25).

(22) H. SCHMIEGELOW, *Japans Ausenwirtschafspolitik*, p. 75.

(23) H. SCHMIEGELOW, Exchange Rate Policy : Policy Targets, Non-Policy Variables and Discretionary Adjustment, in : M. SCHMIEGELOW (éd.), *Japan's Response to Crisis and Change in the World Economy*. New York, 1986, pp. 28-43.

(24) OCDE, *Economic Surveys*. Paris, 1981-1983-1984/1985.

(25) M. FRIEDMAN, Monetarism in Rhetoric and in Practice, in : *Bank of Japan Monetary and Economic Studies*, 1983 (I), n° 2, pp. 1-14.

Quant aux « supply-siders », ils ne sont pas moins enthousiastes. Arthur Laffer, leur représentant le plus célèbre (26), souligne les investissements massifs que le Japon a effectués dans les secteurs-clé de son industrie au cours des années soixante. Le résultat, selon lui, est clair : la part des produits à capital intensif dans l'ensemble de l'output industriel a dramatiquement augmenté, servant ainsi de fondation solide à la compétitivité des exportations japonaises. En même temps, le Japon a gardé la réputation de poursuivre une politique budgétaire conservatrice (27) et de parvenir à maintenir la part du secteur public dans le PNB la plus basse des pays de l'OCDE. Ces deux caractéristiques ont fait que les « supply-siders », qui n'ont pour le reste rien d'agréable à dire sur l'activisme des politiques économiques gouvernementales, se sont montrés remarquablement indulgents à l'égard de la politique industrielle du Japon, dont le mérite principal a justement été de promouvoir des investissements massifs. Devant ces applaudissements, il n'est pas étonnant que le gouvernement japonais ait pu résister avec succès aux exhortations de Keynesiens éminents comme Paul Samuelson, James Tobin et Fred Bergsten, cherchant à compenser le mélange américain de politique budgétaire hyper-expansionniste (Keynesienne) et de politique monétaire hyper-restrictive (monétariste) par un mélange japonais inverse de façon à corriger la surévaluation du dollar (28).

Le nouvel intérêt conceptuel manifesté pour le modèle japonais de politique industrielle, considéré par l'OCDE comme un des quatre types de « politique d'ajustement positif » les plus efficaces (29), coïncide avec la « crise de la théorie économique » qui se répand à présent aux États-Unis et en Europe de l'Ouest (30). Les modèles néo-classiques et Keynesiens de statique comparative qui ont prévalu jusqu'ici perdent de plus en plus de leur influence alors que les modèles dynamiques, notamment les théories de conjoncture et de développement de Schumpeter, font l'objet d'un renouveau d'intérêt. La réapparition de la critique Schumpétérienne et Hayeckienne du modèle néo-classique de la parfaite concu-

(26) A. LAFFER, M. MILES, *Economics in an Integrated World*. Glencoe Ill., 1982, pp. 62, 151 ss.

(27) G. SAXONHOUSE, Cyclical and Macrostructural Issues in US-Japan Economic Relations, in : D. OKIMOTO (éd.), *Japan's Economy Coping With Change in International Environment*. Boulder Co., 1982, p. 151 ; pour un exposé complet, voir T.J. PEMPEL, *Policy and Politics in Japan : Creative Conservatism*. Philadelphia, 1981.

(28) C.F. BERGSTEN, What to do about the United States - Japan Economic Conflict ? in : *Foreign Affairs*, 1982 (LXI), pp. 1069-1075 ; P. SAMUELSON, World Economy after Geneva Summit, in : *Japan Economic Journal*, 6 septembre 1985.

(29) M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines*, pp. 261-294.

(30) D. BELL, I. KRISTOLL (eds), *The Crisis in Economic Theory*. New York, 1981.

rence fait partie de cette tendance (31). On commence à mettre en doute qu'une politique économique exclusivement inspirée par le modèle néo-classique puisse encore pourvoir aux besoins du développement technologique.

Les entreprises japonaises ont fait preuve d'une « qualité Schumpétérienne » en se spécialisant dans les produits nouveaux pour lesquels il n'y a pas encore, ou il n'y a plus, de concurrence et pour lesquels c'est l'offre qui crée la demande. La réputation de la politique industrielle du gouvernement japonais n'a pu que bénéficier du « lustre » acquis par cette qualité Schumpétérienne des entreprises japonaises. Quoique bien des aspects de cette politique restent controversés sur le plan théorique, sa contribution décisive au développement industriel du Japon a été de protéger les entreprises contre les risques exceptionnels que la plupart des investissements vraiment novateurs comportent. Le fait que les USA eux-mêmes pratiquent ce genre de politique dans l'armement et l'aérospatiale, n'est pas passé inaperçu (32). Ici aussi, un processus dynamique similaire est en cours, qui se distingue moins par des qualités concurrentielles au sens néo-classique que par des risques d'innovation bien trop grands pour être encourus, à eux seuls, par des entreprises individuelles, même les plus grandes. L'avance conceptuelle du Japon sur les Etats-Unis en ce domaine est d'avoir développé comme politique macro-structurelle couvrant tous les secteurs industriels ce qui, en Amérique, n'a jamais dépassé le niveau micro-économique dans les secteurs de la défense et de l'espace que nous venons de mentionner (33). En outre, il apparaît de plus en plus clairement que, par l'usage pragmatique de l'« administrative guidance » et de la promotion et de la légalisation des cartels — en principe illégaux au Japon comme dans les économies « modèles » de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord — pour des buts de politique structurelle, le Japon est en fait parvenu à améliorer le fonctionnement des marchés et à augmenter la concurrence beaucoup plus que la théorie économique ne permettait de l'assumer (34).

(31) I.M. KIRZNER, *The Austrian Perspective on the Crisis*, in : D. BELL, I. KRISTOLL, *The Crisis*, pp. 111-122 ; M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines*, p. 273.

(32) M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines*, p. 274.

(33) H. PATRICK, *Japanese Industrial Policy and Its relevance for United States Industrial Policy*. Déclaration devant le Joint Economic Committee, US Congress, 13 juillet 1983, p. 24 ; US International Trade Commission, *Foreign Industrial Targeting and its Effects on US Industries, Phase I : Japan - report to the Committee on Ways and Means*. US House of Representatives, octobre 1983, p. 5 ss.

(34) M. YOUNG, *Structurally Depressed and Declining Industries in Japan : a Case Study in Minimally Intruse Industrial Policy*, in : *Japan's Economy and Trade with the United States*. Joint Economic Committee, US Congress, 1966, pp. 133-150 ; J.G. UPHAM, *Legal Framework of Structurally Depressed Industry Policy, US-Japan Programme*. Cambridge Mass., 1983.

Il est évident que copier purement et simplement le modèle japonais est hors de question tant pour l'Europe que pour les Etats-Unis. Les structures sociales et culturelles ne sont pas comparables et les politiques structurelles ne sont pas transférables comme telles. Mais cela ne signifie pas qu'on ne puisse en tirer certaines leçons. Après tout, on trouve un dosage aussi net de Colbertisme que de capitalisme classique dans la politique industrielle japonaise. Ces composantes-là ne sont point incomparables, c'est leur composition originale qui donne à réfléchir (35). Si le modèle français et le modèle américain constituent les deux extrêmes du système économique occidental, c'est le Japon qui a fini pour fournir un point de convergence auquel le reste du monde devrait faire attention. Et en effet, on commence à le faire. La France Colbertiste reprivatise ses industries et les Etats-Unis démentèlent leur législation antitrust. L'Administration Reagan met à l'étude une nouvelle législation qui, si elle est votée, introduira la réforme la plus étendue de la politique antitrust depuis 35 ans. Pour permettre aux entreprises américaines de concurrencer les grands conglomérats japonais (« zaibatsu »), les règles régissant les fusions d'entreprises seront amendées de façon que celles-ci ne puissent plus être interdites sous le prétexte qu'elles « pourraient » mettre en danger le principe de la libre entreprise, mais seulement si un tel effet est « probable ». Fusions et « joint-ventures » doivent être encouragées dans la mesure où elles peuvent améliorer production et efficacité. Cet abandon de la doctrine orthodoxe montre d'ailleurs que les Etats-Unis et le Japon partagent de manière surprenante une qualité d'ordre profondément culturel (quoi qu'en disent les « japonologues ») : le pragmatisme. Ce qui laisse l'Europe de l'Ouest avec un surplus de vaches sacrées à sacrifier.

Si l'impact global d'une politique économique nationale n'a jamais été étudiée *per se* par l'école réaliste de la théorie des relations internationales il n'en est pas moins réel. La simple taille de l'économie japonaise aux termes de sa part, non seulement dans les agrégats de l'économie mondiale, mais aussi dans les relations commerciales et technologiques de tous les autres membres du système international, force ces derniers à ajuster leur propre politique économique. Puisque la politique économique japonaise influence déjà une bonne partie de la réalité économique, politique et militaire, le reste du monde ne peut espérer la combattre en l'ignorant.

(35) Pour une discussion de la signification du Colbertisme moderne dans les relations internationales, voir H. SCHMIEGELOW, M. SCHMIEGELOW, *The New Mercantilism in International Relations: the Case of France's External Monetary Policy*, in : *International Organization*, 1975 (XXIX), n° 2, pp. 365-391 ; et pour le mélange pragmatique et original d'éléments Colbertistes et classiques dans la politique industrielle japonaise, voir M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines*, p. 279.

II. Les effets stratégiques et diplomatiques.

Il a souvent été dit que la puissance économique n'est pas grand chose sans la puissance militaire. Les hollandais du XVII^{ème} siècle ont souffert de ce déséquilibre entre leur hégémonie économique et leur relativement faible force militaire. Le Japon d'après-guerre, quant à lui, a résolu ce problème en obtenant la protection militaire des Etats-Unis, qui lui a été accordée par une sorte de quid-pro-quo de sa démilitarisation. Grâce à cette protection, il a pu concentrer ses ressources sur la reconstruction et le développement, laissant le soin aux cinq grands de 1945 de dépenser une part toujours croissante de leurs ressources au renforcement de leur puissance militaire. D'autre part, comme le Japon est en train de le découvrir, on ne devient pas « impunément » la seconde puissance économique du monde occidental et la première dans un nombre croissant de technologies.

Pour le reste du monde, le poids économique et technologique du Japon acquiert des dimensions politiques et stratégiques, qu'il le veuille ou non. C'est d'autant plus vrai que ces dimensions sont reconnues le plus activement à l'endroit du monde où elles sont transformées le plus facilement en influence internationale, c'est-à-dire aux Etats-Unis. C'est une obligation et un potentiel en même temps. En acceptant cette obligation, le Japon très rationnellement, n'a pas dédaigné l'utilisation du potentiel.

Cela se manifeste à trois niveaux : le premier est celui de la technologie « double », c'est-à-dire celle qui, développée pour des buts civils, peut avoir des applications militaires; le second est celui du partage du travail dans le transfert de ressources vers le Tiers Monde; le troisième est celui de la stratégie globale au sens étroit de la réduction des armements.

A. Technologie civile et applications militaires.

L'administration américaine a considéré le potentiel technologique qui résulte de la promotion des investissements innovateurs des entreprises japonaises ces dix dernières années, non seulement comme une menace concurrentielle de ses propres industries, mais aussi comme un atout à long terme pour la défense des Etats-Unis et de ses alliés. Pour la première fois, le 9 novembre 1983, le Japon et les Etats-Unis ont signé un accord de transfert de technologie du Japon vers les Etats-Unis. Cependant, ce qui compte le plus aux yeux du Pentagone, n'est pas tant le potentiel déjà considérable de technologie militaire du Japon que la technologie japonaise à « double usage » développée pour des produits commerciaux mais utilisables à des fins militaires. Alors que le rôle de leader de l'Amérique dans le domaine de la pure technologie militaire est toujours incontesté, le

nombre de technologies civiles à application militaire est croissant et, ici le Japon est clairement en passe d'être le premier (36).

Un rapport du Pentagone remis au gouvernement japonais en mai 1985 nomme, dans le seul domaine de l'optique électronique, huit compagnies japonaises dont l'éventail de produits répond aux besoins de la défense américaine dans 38 cas de « double usage » de technologie. Le même phénomène se retrouve dans les domaines des propulseurs de fusée, des ordinateurs à intelligence artificielle, de la technologie laser et des céramiques spéciales. La dépendance croissante du système américain d'armement contrôlé électroniquement vis-à-vis des composants fournis par des firmes japonaises, surtout dans le cadre de la SDI, constitue déjà le sujet de discussions tant au Pentagone qu'à la Defense Advanced Research Agency et ailleurs (37).

Facteurs économiques et facteurs technologiques convergent pour donner au Japon une importance cruciale pour la SDI. Bien que la possibilité scientifique de la réalisation de la SDI selon l'image diffusée par M. Reagan reste contestée, il n'empêche qu'elle a une réalité d'importance globale, ne fût-ce que parce qu'elle tient en otage, pour ainsi dire, la politique du contrôle des armements. Ceux qui en doutaient encore s'en rendent compte depuis le sommet de Reykjavik. Grâce à la discussion intense des raisons de « l'échec » de ce sommet, l'enjeu latent qui auparavant ne semblait être qu'à l'esprit des experts est devenu apparent : même dans l'hypothèse où le concept « idéal » de la SDI n'est pas faisable scientifiquement, le projet et les ressources considérables mises très réellement à sa disposition par l'administration américaine déjà aujourd'hui sont, de l'aveu même du Pentagone, une arme économique, forçant l'Union Soviétique à maintenir la priorité du secteur militaire de son industrie sur le secteur civil, privant ainsi de ses moyens le programme de réforme sur lequel Gorbachev espère baser la modernisation de l'économie soviétique et la force future de la superpuissance de l'Est.

(36) US Interested in Japan's Military Technology, in : *Japan Economic Journal*, 4 juin 1985.

(37) National Research Council, *Toward a New Era in US Manufacturing - The Need for a National Vision*. Washington D.C., 1986. Cette étude, basée sur deux ans de recherche, conclut que des changements fondamentaux dans les structures de travail, d'organisation et de management, ainsi qu'une intégration accélérée des nouvelles technologies dans l'industrie manufacturière, seraient indispensables pour rétablir la compétitivité et l'indépendance vis-à-vis de la concurrence japonaise dans les secteurs les plus importants de l'économie américaine. Voir aussi : M. SCHRAGE, US Dependence on Japan for Parts Worries Pentagon, in : *Washington Post*, 11 mars 1986 ; G. KENNEY, *Materials Dependence*, pp. 17-21 ; M. IWAMA, F.R. MAGEE, *Computers and Communications - Technology Interdependency Between the US and Japan*. Paper presented at the Second Symposium on US-Japan Science and Technology Exchange. Washington D.C., 17-18 novembre 1986, pp. 9-11.

Mais, et c'est ici que l'importance « stratégique » du Japon apparaît, cette « arme économique » américaine, comme l'ancien chef du Pentagone, Robert McNamara, vient de l'expliquer, est à double tranchant. Avec un coût estimé à 1.000 milliards de dollars pour son déploiement initial et des dépenses annuelles entre 100 et 200 milliards de dollars pour l'adaptation et la modernisation constante, le système risque d'affaiblir sérieusement l'économie américaine, ne fût-ce que par la même concurrence d'absorption entre secteurs civil et militaire qu'il est supposé infliger à l'URSS. L'apport du Japon aussi bien au plan financier et budgétaire, que par la production d'éléments électroniques, électro-optiques et de matières nouvelles à grande échelle et à prix réduit que l'industrie privée japonaise peut offrir comme aucune autre dans le monde actuel, est donc d'une importance cruciale pour les Etats-Unis et nul n'en doute plus à Washington.

Il n'est donc pas surprenant de voir les Etats Unis montrer un autre intérêt pour une participation japonaise à la SDI que celui exprimé par Washington envers ses alliés européens. Il est évident que l'Administration Reagan, en conviant les européens à participer au programme SDI, cherche surtout à démontrer la cohésion de l'Alliance Atlantique dans sa dispute avec l'Union Soviétique à ce sujet. Dans le cas du Japon, au contraire, l'intérêt américain concerne plus pratiquement le potentiel financier et technologique du Japon et surtout celui de ses entreprises privées.

L'importance croissante de la technologie japonaise a eu une autre conséquence intéressante. En effet, d'un pays qui, comme la France et l'Allemagne, tendait à considérer les restrictions du COCOM comme une concession nécessaire (et coûteuse en termes de commerce avec les pays à économie d'Etat) à faire, à contre-cœur, aux intérêts américains, le Japon est devenu un des plus stricts adhérents de ce système. Il a fini par avoir plus à perdre par le transfert technologique qu'à gagner par le commerce avec l'Union Soviétique et l'Europe de l'Est. Le soviétologue japonais, Hiroshi Kimura, va aussi loin de dire que le Japon peut se permettre de laisser ce commerce aux puissances technologiques dites de second ordre, telles celles de l'Europe de l'Ouest (38). L'idée chère au Président Reagan de partager avec l'URSS le fruit de la recherche de la

(38) H. KIMURA, *Sowjetische Aussenpolitik*, p. 399 ; l'URSS ne représente que 1,4 % du commerce extérieur du Japon. *Reagan Called Ready to Make Deal on Defense Arms - 1/2 Year Hiatus Proposed for SDI in Reagan Letter*, in : *Washington Post*, 3 août 1986. L'interprète de ces objections japonaises est l'un des deux conseillers spéciaux du Président sur le contrôle des armements, Edward L. Rowny, chargé de la conversation avec le Japon et la Chine pour les négociations de Genève. Il est aussi le plus conservateur des deux dans le débat à l'intérieur de l'Administration et semble toujours prêt à faire valoir les réticences japonaises.

SDI se heurte donc déjà à une opposition japonaise, inspirée par la crainte d'une perte de technologie vers l'URSS via les Etats-Unis (39).

B. *Transfert de ressources vers le Tiers Monde.*

En tenant compte des obligations constitutionnelles du Japon de limiter son rôle militaire à l'autodéfense et d'interdire toute arme nucléaire sur son territoire, les Etats-Unis ont fini par reconnaître les transferts publics et privés de ressources du Japon vers le Tiers Monde comme une méthode alternative de partage du coût de la défense commune. Exprimé en chiffres absolus, le transfert de ressources du Japon est à présent le second plus large du monde, après les Etats-Unis. Le Japon coordonne étroitement son assistance économique avec les USA, selon des critères politico-stratégiques, par consultations bi-annuelles au niveau du *Under-Secretary of State* américain et du Vice-ministre des Affaires Etrangères japonais (40). Parmi les plus grands bénéficiaires de cette coopération on trouve (sans compter l'action économique du Japon dans « sa » propre région du sud-est asiatique) l'effort de modernisation de la Chine, les réfugiés afghans au Pakistan et khmers en Thaïlande, ainsi qu'une série de pays étroitement liés aux Etats-Unis, comme la Turquie, l'Egypte, le Pakistan, Panama et la Jamaïque (41). La résolution des problèmes les plus graves du Tiers Monde, tels la crise de la dette du Mexique et le rétablissement des systèmes de transport indépendants des pays voisins de l'Afrique du Sud, ne semble plus pensable sans une contribution massive du Japon (42).

Ce qui est remarquable, c'est que cette division du travail avec la superpuissance occidentale n'a pas empêché le Japon de garder de meilleures relations avec les pays non-alignés que les USA. Et même, dans certains cas, comme lors de la crise iranienne, le Japon, trouvant la politique américaine trop difficile à suivre, a pu se retrancher sur les positions

(39) Le récent scandale Toshiba vient sans doute contredire cette affirmation. Néanmoins le scandale a été d'autant plus grand que le Japon respectait les provisions du COCOM et que, plus particulièrement, la technologie vendue aux Soviétiques pour équiper leurs sous-marins n'était pas à proprement parler une vente « nécessaire » à la survie de l'entreprise Toshiba. Le gouvernement japonais a d'ailleurs accusé, le 26 août, une entreprise de machines-outils française d'avoir opéré une vente identique, aux mêmes buts, en 1982-1983, ce que l'entreprise en question nie.

(40) US Department of State, *US-Japan Relations*, 1986. Pour une étude détaillée des différents rapports entre défense et aide économique, voir : E.A. OLSEN, *US-Japan Strategic Reciprocity : A Neo-Internationalist View*. Stanford, 1985, pp. 15-19 et 59-73.

(41) D.S. ZAGORIA, *The Soviet-American Rivalry in Asia*, in : M. D. SCHULMAN (éd.), *East-West Tensions in the Third World*. New York, 1986, p. 89 ; C. SMITH, *The Ties That Bind : Sino-Japanese Dependence Will Survive Trade Tensions*, in : *Far Eastern Economic Review*, 24 avril 1986, pp. 73 et 77-79 ; J. WANANDI, *US Protectionism Raises Questions of Pacific Security*, in : *ibid.*, p. 28.

(42) W.L. BROOKS, R. WAR, *Japan's Foreign Economic Assistance*, in : *Asian Survey*, mars 1985, pp. 322-340.

européennes. D'aucuns soulignent que le « partage des charges » avec les Etats-Unis n'a pas apporté que des coûts au Japon, mais lui permet de tirer des bénéfices substantiels en termes de marchés pour ses produits ou par ses participations à de grands projets tels le pont sur le Bosphore ou la construction du second canal de Panama.

Cependant, au-delà de l'aide sélective selon les critères politico-stratégiques, le transfert de ressources du Japon acquiert une dimension pour ainsi dire macro-économique sur le plan global. Face à la crise de la dette du Tiers Monde, ajoutée aux déficits sans précédents à la fois de la balance commerciale et du budget des Etats-Unis, le Japon va devoir intervenir massivement dans le ré-échelonnement de la dette extérieure du Tiers Monde, en plus de sa contribution au financement du déficit budgétaire américain. Etant donné le retrait des banques américaines du marché du crédit international et leur substitution par les banques japonaises, le Japon a assumé automatiquement une responsabilité et une influence globale dans ce domaine. Dans la mesure où le Congrès américain tend à vouloir de plus en plus passer des mesures restreignant la participation américaine à l'aide au développement et en même temps des mesures de plus en plus protectionnistes, deux conditions du développement économique du Tiers Monde se trouvent menacées : le financement de la croissance des économies nationales et l'accès aux marchés d'exportation (43). Le maintien de la stabilité économique non seulement du Tiers Monde, mais aussi de l'Occident entier dépend donc de plus en plus du Japon.

C. Stratégie, contrôle des armements et intérêt soviétique.

Il est évident que la dimension globale de la symbiose économique, technologique et de sécurité entre le Japon et les Etats-Unis ne peut manquer d'affecter d'une manière ou d'une autre la balance du pouvoir entre les USA et l'URSS. Elle rehausse la valeur des facteurs militaires, géographiques et physiques en place : la position stratégique des îles japonaises, le rôle régional des bases américaines sur son territoire, et l'amélioration qualitative des forces d'autodéfense.

Ces facteurs à eux seuls donnent déjà au Japon le rôle de « cheville ouvrière » de la défense américaine dans le Pacifique. Pour le Pentagone, ce rôle est plus crucial encore que ne l'est celui de la Chine, qui est, comme on le sait, de servir de contrepoids géopolitique à l'URSS. Les îles japonaises ne contrôlent pas seulement l'entrée de la flotte soviétique de Vladivostock dans le Sud Pacifique, mais constituent, grâce aux bases américaines, une plaque tournante pour la sécurité des voies maritimes

(43) H. ROWEN, *Trade Deficit Consequences - Protectionist Measures Continue*, in : *Washington Post*, 3 août 1986.

jusqu'à l'Océan Indien. Bien sûr, l'importance des bases US aux Philippines excède encore celle des bases au Japon, si on ne considère que le nombre du personnel et des unités navales et aériennes qui y sont stationnées. Mais, du point de vue américain, la stabilité politique du Japon et son infrastructure technologique en font un pilier plus sûr de leur système de défense, surtout après les incertitudes créées par le changement de régime aux Philippines. Finalement, le renforcement massif des forces soviétiques à DaNang et Cam Ranh Bay n'a fait que renforcer la valeur stratégique du Japon (44).

Malgré les restrictions imposées sur ses forces de défense, le Japon, selon un rapport récent du Département américain de la Défense, a fait de « sérieux efforts pour atteindre le but de pouvoir défendre les routes maritimes jusqu'à 1000 miles nautiques (45). Les japonais ont souvent argué que leur participation aux coûts des bases américaines sur leur territoire constituait une contribution non-négligeable à la défense du Bassin Pacifique et que le maintien de leurs dépenses militaires en-dessous des 1 % du PIB ne reflétait donc pas leurs charges réelles. Le Premier Ministre Yasuhiro Nakasone a favorisé l'abandon du débat sur la part du PIB autorisée en annonçant les augmentations du budget de la défense en chiffres absolus plutôt qu'en pourcentage.

Il n'est donc pas surprenant que le Japon ait fini par réclamer également ses droits dans le processus du contrôle des armements. Sa première intervention eut lieu en 1981 lors de la discussion sur la réduction des fusées de moyenne portée. Tokyo craignait en effet que les concessions de l'Union Soviétique du côté européen ne se fassent au détriment de l'Asie, et fit objection au retrait proposé des SS20 stationnés en Europe au-delà de l'Oural, d'où ils pouvaient aisément être déployés contre le Japon et la Chine (46). Suite aux protestations japonaises, les Etats-Unis ont insisté sur une « approche globale » pour la solution du problème.

Quant Gorbachev, en janvier 1986, a proposé, pour obtenir une « option zéro » en Europe, la destruction des SS20 pointés vers l'Europe plutôt que leur déplacement en Asie, le gouvernement japonais est allé un pas plus loin dans ses exigences. Bien que le Japon aurait pu rester indifférent à la nouvelle proposition, puisque l'option zéro en Europe n'augmentait plus le potentiel soviétique en Asie, Tokyo a cependant laissé clairement entendre qu'il considérait une option zéro européenne sans

(44) Pour une revue plus détaillée de l'aménagement des deux anciennes bases US au Sud-Vietnam, voir : *Soviet Military Operations Seen Increasing in the Pacific*, in : *Washington Post*, 1^{er} août 1986.

(45) Department of Defense, *Report on the Allies' Contribution to the Common Defense*. Mars 1986.

(46) Y. SATO, *The Evolution of Japanese Security Policy*, in : *Adelphi Papers*, 1982, n° 178, p. 8.

une option zéro asiatique comme discriminatoire (47). Même le compromis offert par Washington de lier l'option zéro européenne à un certain pourcentage de réduction des SS20 déployés en Asie a été rejeté par le Japon. Cette opposition a eu d'abord comme résultat que, au sommet de Reykjavik en novembre 1986, on envisageait d'accompagner une option zéro pour l'Europe d'une réduction de 80 % des SS20 stationnés en Asie (48). Bien que les japonais se soient abstenus d'accuser ouvertement l'Administration Reagan d'abandonner « provisoirement » la complète équivalence des solutions européennes et asiatiques, le Ministre des Affaires Etrangères japonais Kuranari n'a pas attendu deux semaines pour exprimer, pour ainsi en biais, l'exigence japonaise en la répétant à M. Kapitsa, Vice-ministre des Affaires Etrangères soviétique. Finalement, ce sont les soviétiques qui sont allés au-delà des positions américaines en proposant en été 1987, la complète élimination des SS20 en Europe et en Asie.

Quelles que soient les réserves que les européens eux-mêmes puissent avoir vis-à-vis de l'option zéro européenne, il est clair que l'administration américaine a tenu compte des demandes japonaises et que l'URSS a fait entrer cette position dans son calcul. La politique japonaise a donc fini par avoir sur les intérêts européens des répercussions qu'il aurait été difficile d'imaginer il y a dix ans.

Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à considérer le Japon comme une nouvelle puissance mondiale, ainsi qu'en témoigne le discours de Gorbatchev à Vladivostock le 28 juillet 1986. Pour lui, l'ère « Gromyko » de la politique étrangère soviétique semble terminée : il ne s'agit plus de subordonner toute la politique étrangère aux seules relations entre les deux grands. Hiroshi Kimura décrit cette nouvelle attitude comme un changement du concept Gromyko au concept Jakovlev (49) : l'URSS passe, dans sa vision de l'adversaire occidental, du « monocentrisme » au « polycentrisme », et espère intervenir dans le jeu des leviers de force du triangle USA-Europe-Japon. Si les relations US-URSS constituent encore l'enjeu essentiel de sa politique étrangère, il est clair que l'Union Soviétique développe sa propre « politique de l'Est » et considère tant le Japon que la Chine comme des puissances mondiales. Les intérêts soviétiques sont certainement mieux sauvegardés par cette nouvelle attitude, ne fût-ce que par le calcul qu'il vaut mieux utiliser les failles et les frictions entre les alliés transatlantiques et les membres de la complexe et tacite « coalition

(47) *Ibidem* - ; EN. OLSEN, *US-Japan Strategic Reciprocity*.

(48) Reagan Arms Move Unnerves US Allies, in : *Wall Street Journal*, 24 février 1986 ; D.S. ZAGORIA, *Soviet American Rivalry*, p. 91.

(49) H. KIMURA, *Sowjetische Aussenpolitik*, p. 396 ; il s'agit d'Alexandre Jakovlev, Directeur du Bureau de Propagande du Comité Central et membre du Secrétariat du Comité Central du Parti Communiste.

pacifique-asiatique » entre USA, Japon, Chine, Corée du Sud, Australie, l'ASEAN, etc. plutôt que de confronter directement les USA (50).

*
**

En conclusion, ce qu'il convient de retenir du cas du Japon, c'est qu'un pays sans armement de portée globale peut devenir une puissance mondiale et ce, sans compenser cette absence par une diplomatie « assertive ». Le cas du Japon prive d'une bonne partie de sa force axiomatique la notion de la théorie réaliste traditionnelle qu'une grande puissance n'est pas pensable sans armement supérieur. Cela ne veut pas dire contester la validité de la politique d'un pays comme la France, qui base son indépendance nationale ainsi que son statut de grande puissance sur une technologie militaire autonome. Ce qui se trouve mis en question c'est l'argument a contrario, à savoir, que sans une telle technologie militaire, il n'y point de puissance mondiale. Le Japon montre une voie alternative et peut-être même complémentaire. Les jalons économiques et technologiques de cette voie méritent l'attention des Etats-Unis aussi bien que de l'Europe. En effet, le cas que nous avons décrit illustre que l'interdépendance économique bilatérale (ou multilatérale) et la poursuite traditionnelle d'intérêts diplomatiques et stratégiques, si nécessaire par super-puissance interposée, sont beaucoup moins incompatibles que la dispute des « écoles » ne le laisse supposer.

Summary : Power and interdependence : Japan's new global role.

Long considered as an economic giant and a political dwarf, Japan begins to solve this paradox by acquiring a political weight on the international scene. Its diplomacy remains non-assertive and its military role limited. But it has an increasing influence on the structure of the world economy by the size of its GNP, the composition and spread of its external economy and its capital flows, and by the impact of its industrial policy on the international division of labour. The growing macro-economic and financial interdependence between the US and Japan has an incidence on defence high technology and on the transfert of resources to the Third World. Japan's new status as a world power is acknowledged even by Gorbachov's « Eastern » policy. Japan's case weakens the assumption of the realist paradigm of international relations theory that power and interdependence are incompatible.

(50) Voir : R.L. SNEIDER, United States Security Interests, in : MORLEY, *Pacific Basin*, pp. 76-87.

